Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Les-communistes-de-Venissieux-et

Les communistes de Vénissieux et leur candidat aux législatives 2012

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : jeudi 8 décembre 2011

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le comité de section de Vénissieux qui s'est tenu ce vendredi 2 Décembre a été important avec une discussion riche sur le candidat communiste aux prochaines législatives.

18 intervenants se succéderont après l'annonce par André Gerin de sa proposition de ne pas se représenter.

Rapport introductif au Comité de Section du 2 décembre.



Ce comité de section un vendredi c'est exceptionnel, nous n'avons pas trouvé d'autre date compte tenu des activités de chacun et de la tenue des assemblées générales de conseil de quartier.

Et l'ordre du jour, les législatives, nous paraissaient suffisamment important pour permettre à un maximum de membres du CS d'y participer.

La préparation des échéances électorales, tant présidentielle que législatives se déroule dans un moment ou la crise du capitalisme, fait craindre une dégradation importante, tant économique, sociale que démocratique.

Copyright © Le Vénissian

En 2008, 2009, il fallait sauver le système bancaire, les assurances, les marchés financiers. Les états ont su trouver les milliards pour cela. Déjà endettés, ils ont accentué cet endettement et maintenant nous présentent la facture pour rembourser leur dette, sous la pression des agences de notation et des marchés financiers.

Les conséquences pour les peuples sont dramatiques. Nous connaissons tous la situation en Grèce, en Espagne au Portugal, ou les remises en cause des acquis dans tous les domaines sont nombreuses. Avec en plus un déni de démocratie important. Refus d'un référendum en Grèce, départ de Berlusconi en Italie imposé par l'UE, alors qu'il avait snobé des dizaines de milliers de manifestants dans les rues demandant son départ.

L'UE poursuit en cela sa construction qui se fait contre l'avis des peuples. Référendum de 2005 sur la constitution européenne en France bafoué, par le traité de Lisbonne. Obligation pour les Irlandais de se rendre aux urnes jusqu'à acceptation. Quand aux autres pays cela se fait sans consultation des populations.

La réforme des retraites en 2010 en France rentrait dans cette logique, il s'agissait pour Sarkozy tout à la fois de poursuivre la remise en cause de notre système de retraite, de réaliser des économies et d'envoyer un signal aux agences de notation, aux marché financier et au FMI de la volonté de la droite de tout mettre en oeuvre pour satisfaire leurs exigences.

Depuis les plans de rigueurs se succèdent, chaque fois en faisant porter sur la population le plus gros de l'effort, augmentation de la TVA, taxes nouvelles, accélération de la réforme des retraites, limitation de la progression des minima sociaux, etc., etc.... et déjà des spécialistes de toutes sortes indiquent que les mesures prises ne seront pas suffisantes, préparant ainsi la population à de nouvelles mesures.

Le chômage augmente, conséquence d'une croissance en baisse, et cela ne devrait pas s'améliorer en 2012, puisqu'y compris l'OCDE annonce une croissance proche de zéro en France comme dans le reste de l'Europe.

Sarkozy avait dit au début de son quinquennat que ce n'était pas la rue qui commandait.
Il est maintenant clair pour une partie de plus en plus grande de la population qu'il obéit avant tout au pouvoir de l'argent.

Depuis la rentrée les sommets de chefs d'état se succèdent, avec à chaque fois une progression de la crise. Puisqu'à ce jour c'est l'Euro qu'il faut sauver, la construction européenne. Avec une mise au pas par le couple Merkel Sarkozy de l'ensemble des autres gouvernements de l'UE.

Le discours de Sarkozy à Toulon, les propos de Merkel, vont dans le même sens ils entendent profiter de la situation pour aller encore plus loin dans la mise sous tutelle des différents pays de l'UE. Gouvernance économique, union budgétaire, possibilité pour l'UE européenne de traduire les états qui ne respecterait pas les critères fixés devant je ne sais plus quelle cour européenne de justice.
Avec l'objectif de revoir les traités européen et de les adapter à ces nouvelles décisions.

Et bien sur on ne touche pas à la BCE, qui garde son indépendance, qui ne peut prêter qu'aux banques à un taux de 1%. Banques auprès desquelles les états doivent emprunter à des taux qui varient selon le bon vouloir des agences des notations. Moins de 3% pour l'Allemagne jusqu'à plus de 8% pour l'Italie.

On le voie c'est la possibilité pour chaque nation de décider de sa propre politique économique qui est encore un peu plus attaquer.

Copyright © Le Vénissian

Dans cette situation la gauche est inaudible. Les socialistes au pouvoir en Grèce et en Espagne ont fait la démonstration de leur acceptation des mesures imposées par l'UE et le FMI.

En France la période électorale pourrait permettre aux socialistes de faire entendre une autre voix. Ce n'est pas le cas. Ils reviennent même sur ce qu'ils viennent de débattre et voter pour dire « tout ne sera pas possible ».

Il y a une véritable prise de conscience dans la population de la responsabilité de l'UE de l'Euro dans ce qui se passe. Pourtant notre parti a fait le choix de poursuivre sur cette question dans le sens d'une possibilité d'un changement de l'UE, pour une UE plus sociale, d'une modification du rôle de la BCE et de la création d'un pôle financier public.

Alors que la question d'une réappropriation par chaque pays de sa propre politique monétaire se pose, nous continuons à défendre l'euro et une autre gouvernance par l'Europe de sa monnaie.

Nous laissons au FN le terrain de la nation, d'une possible sortie de l'Euro. Certain s'en servant même pour couper court à tout débat. En parler serait épouser les thèses du FN.

Pourtant toutes ces questions seront au coeur des débats dans le cadre des échéances électorales de 2012. Avec le logement, l'emploi, l'éducation, la sécurité, la santé, le pouvoir d'achat. La population de plus en plus en souffrance attend que de véritables perspectives s'ouvrent.

Le capitalisme a fait la démonstration que, contrairement à ce que Sarkozy a martelé tout au long de la campagne électorale de 2007, il n'a pas de solution aux difficultés que nous rencontrons et n'en cherche pas.

Dans cette situation nous avons un espace pour apporter des éclaircissements. Proposer de porter ensemble une autre politique, d'autres choix économiques, de développement.

C'est donc de manière offensive que nous devons aborder cette période. Il y a sur notre circonscription le potentiel pour porter ces questions, mettre en débat nos propositions avec la population, faire peser la nécessité d'élire de nouveau un ou une député communiste, qui fera entendre au parlement, dans son activité, cette volonté de transformation, de justice sociale.

Nous le savons, la 14ème circonscription a été élargie à une grande partie de la ville de St Priest. Ce sont près de 17000 électeurs supplémentaires qui auront la possibilité de voter sur notre circonscription.

Cela situe cette partie de St Priest comme la deuxième ville de la circonscription en termes d'électeurs. Derrière Vénissieux et devant St Fons et Corbas.

Ce n'est pas rien d'autant plus que l'électorat de St Priest qui vote à gauche à l'habitude de le faire en votant PS. Et il faut rajouter que depuis les dernières législatives les municipalités de St Fons, comme de Corbas sont passés au PS.

Gagner sur ces territoires cela fait parti des défis que nous devons relever dans le cadre de cette élection, comme relever le défi de progresser sur notre ville.

L'engagement de l'ensemble des communistes de la circonscription sera nécessaire. Pour mener ensemble cette

Copyright © Le Vénissian

bataille, nous l'avons dit à de nombreuses reprises, à nos yeux le meilleur candidat était André Gerin, fort de son expérience, de son activité, de son bilan, du fait que sans aucun doute il est le plus connu, celui que les Sanpriots, notamment, pouvaient identifier comme candidat communiste.

André nous a fait savoir qu'il ne désirait pas être de nouveau candidat. Pour des raisons qu'il développera et que nous pouvons entendre et comprendre.

Il s'agit donc de réfléchir et de construire une autre candidature. Avec plusieurs enjeux, dont y compris continuer à faire entendre notre différence par rapport aux orientations prise par notre parti, même si évidement ce n'est pas la dessus que se gagnera l'élection.

- Enjeux de positionner une personnalité nouvelle, qui peut représenter un renouvellement sur l'échiquier politique aux yeux de la population.
- Enjeux de désigner un candidat, une candidate en capacité de rassembler dans et en dehors du parti.
- Enjeux de désigner une candidate, un candidat, qui aura à coeur de porter notre volonté de transformation.
- Enjeux de désigner une candidate, un candidat qui ne s'en laissera pas compter.

Cela ne sert à rien de tourner autour du pot, nous avons pensé évidement à Michèle Picard pour être candidate à ces législatives. D'abord évidement parce que maire de la ville cela paraît naturel, qu'elle a su depuis 2009 prendre, assumer totalement son rôle de premier magistrat de la ville. Mais aussi parce que suppléante d'André depuis deux mandats elle a une bonne connaissance de la circonscription et est sans doute la plus connue après André.

D'autres possibilités existent, notamment parmi les élus sur la ville. Je propose que l'on se laisse jusque début janvier pour trancher en tenant compte évidement des volontés qui se seront exprimées.

L'élection législative n'a jamais été facile sur notre circonscription. Je l'ai déjà dit mais l'engagement de chacun, communistes, ou proche, sera nécessaire. Cela sera l'occasion de mener une véritable bataille politique, au plus près de la population de ses préoccupations. Faire élire de nouveau un député communiste sur la 14ème circonscription c'est possible, c'est nécessaire.

Copyright © Le Vénissian